

L'invité

L'accueil extra-familial des enfants est une tâche qui relève de la Confédération

Mario von Cranach*, Hanspeter Kriesi** & Giuliano Bonoli***

Aujourd'hui, le taux de fécondité moyen d'une femme en Suisse atteint 1,4 enfant; un taux de 2,1 serait nécessaire pour que la structure démographique reste stable.

La transformation de notre société est peut-être la conséquence la plus grave de cette diminution du taux de fécondité, car les enfants sont une composante essentielle de notre société et une source majeure de vie émotionnelle et sociale.

Une chute du taux de natalité est maintes fois apparue dans l'histoire, mais le phénomène avait des causes différentes. Si autrefois il s'agissait surtout de crises sociales et économiques qui rendaient les hommes et les femmes réticents à l'idée d'une famille nombreuse, aujourd'hui c'est l'incompatibilité entre profession et famille qui abaisse le taux de natalité.

La création de crèches et d'écoles de jour publiquement financées est appropriée pour renverser la tendance des taux de natalité; l'exemple scandinave le prouve

Au fil de (lentes) avancées vers une plus grande égalité, les femmes ont obtenu une formation plus perfectionnée et de meilleures chances professionnelles. Cependant, si elles souhaitent véritablement en profiter, elles ne peuvent que difficilement se permettre d'élever une famille nombreuse. Dans notre système économique, l'activité et l'affirmation de soi exigent des restrictions au travail familial. S'y ajoute la pression professionnelle croissante. Bien que beaucoup de femmes souhaitent avoir plus d'enfants (des études scientifiques le démontrent), prises dans ce conflit entre famille et profession, souvent elles renoncent à leurs aspirations, et ceci d'autant plus que leur formation et leurs chances professionnelles sont bonnes. On pourrait presque dire: l'éducation est le meilleur moyen contraceptif. Cet état de choses est confirmé par une abondante littérature scientifique. Notons qu'outre le désir de réalisation de soi à travers le travail, d'autres facteurs, tels que les valeurs traditionnelles ou les coûts par enfant, entrent également en ligne de compte.

Un dernier mot au sujet des hommes: aussi désirable que puisse être une plus grande participation de leur part au travail familial, elle sera



*Psychologue, Université de Berne.



**Politologue, Université de Zurich.



***Politologue, Idheap, Chavannes-près-Lausanne.

limitée pour les mêmes motifs que chez les femmes. Dans le contexte économique et social actuel, il est illusoire de vouloir résoudre le problème du taux de natalité décroissant avant tout par un plus grand engagement des hommes. La critique, en principe justifiée, des conditions-cadres de l'économie de marché capitaliste contribuant à la baisse de la natalité, semble peu apte à fournir, dans un avenir proche, une solution au problème.

Mais la situation décrite ci-dessus contient au fond un message réjouissant: elle laisse présumer que beaucoup de femmes poursuivront leur désir d'avoir des enfants. Ceci à condition que les circonstances leur permettent simultanément de poursuivre leurs objectifs professionnels. Pour y parvenir, des mesures politiques sont nécessaires. L'impact de telles mesures est apparent au sein d'une comparaison internationale. L'extension des structures d'accueil comme éléments intégraux du système de l'éducation, recouvrant l'intégralité du territoire, et gratuites pour les parents, serait idéale. De telles structures complèteraient la garde familiale autant à l'âge préscolaire que scolaire. La création de crèches et d'écoles de jour publiquement financées est appropriée pour renverser la tendance des taux de natalité; l'exemple fréquemment cité des pays

scandinaves le démontre. Par ailleurs, ces institutions, travaillant selon des concepts pédagogiques bien élaborés, pourraient en effet contribuer à la résolution d'autres problèmes encore: ainsi, plus que dans beaucoup d'autres pays développés, l'origine sociale joue un rôle important pour la participation au système d'éducation tertiaire. Des écoles de jour peuvent aider à compenser des déficits d'éducation du foyer parental et promouvoir des enfants doués issus de couches sociales défavorisées. Enfin et surtout, la discrimination professionnelle des femmes pourrait être plus facilement combattue.

Les inconvénients sont aussi clairs: des coûts considérables. Pourtant: si la Suisse n'entreprend rien, cela lui reviendra encore plus cher à long terme. L'intégration d'immigrants par exemple pourrait coûter bien davantage. L'idée des réformes gratuites est de toute façon une illusion, comme le démontrent aussi les restructurations en économie.

Ces idées sont loin d'être nouvelles, elles sont discutées et en partie réalisées dans beaucoup de cantons et de communes. Il serait pourtant naïf de croire qu'une garde générale, gratuite et recouvrant l'intégralité territoriale, telle que nous la proposons, sera bientôt réalisée. La Suisse fédéraliste attribue la responsabilité du système éducatif essentiellement aux cantons. Une première tâche consiste à persuader les cantons à introduire les mesures revendiquées ci-dessus. Lors du récent débat sur le programme incitatif pour les crèches enfantines, quelques-unes des critiques attendues sont déjà apparues (NZZ du 08.06.2006). «Les crèches enfantines ne sont pas une affaire de l'Etat.» Mais à qui revient la tâche de la politique démographique si ce n'est à l'Etat? «Les communes sont concernées avant tout.» Probablement le problème fera la navette dans l'espace politique. «Si une demande sérieuse existe, une offre se formera également. Cela serait également le cas des crèches enfantines si l'Etat n'érigait pas des obstacles exagérément élevés» (NZZ). Mais le maintien de la qualité joue un rôle très important en matière de garde d'enfants. Une solution de marché et de bonne qualité, offerte par des privés, ne peut profiter qu'aux aisés dans un pays à revenus élevés (l'exemple des Etats-Unis le démontre amplement).

Un travail de persuasion au niveau cantonal et communal est donc nécessaire. Par ailleurs, l'on devrait maintenant coordonner la multitude des mesures déjà décidées ou mises en route à ces niveaux-là, afin d'obtenir une cohérence et une comparabilité optimales. La Confédération, grâce à la compétence nouvellement acquise par l'article portant sur l'éducation, est censée fournir une aide dans cette direction.

Portrait de Kontrapunkt

Kontrapunkt, le «Conseil suisse de politique économique et sociale», composé de 25 membres actuellement, a vu le jour sur initiative du «réseau pour une économie socialement responsable».

Le groupe a pour intention d'approfondir, par le biais de contributions scientifiquement fondées et interdisciplinairement élaborées; le débat public souvent insatisfaisant et polarisant portant sur des sujets scientifiques. Par-là, Kontrapunkt souhaite révéler des aspects négligés et fournir une contribution à l'objectivation du débat.

Les membres suivants de Kontrapunkt ont signé ce texte: Prof. Dr. Klaus Armingeon, politologue, Université de Berne; Prof. Dr. Jean-Daniel Delley, politologue, Université de Genève; Prof. Dr. René Levy, sociologue, Université de Lausanne; Prof. Dr. Hans-Balz Peter, moraliste social et économiste social, Université de Berne; Prof. Dr. Peter Tschopp, économiste, Université de Genève; Prof. Dr. Peter Ulrich, moraliste économique, Université de Saint-Gall; Prof. Dr. Karl Weber, Sociologue, Université de Berne; Daniel Wiener, manager culturel MAS, Bâle; Prof.em.Dr. Hans Würzler, économiste, Ecole polytechnique fédérale Zurich.

Contact: Office Kontrapunkt, c/o ecos, 4001 Bâle, Daniel Wiener, Tel.061 205 10 10.